
Intervention de Monsieur le Maire – Stéphane RAFFALLI
Cérémonie des vœux à la population
Samedi 12 janvier 2019

Chers enfants, merci pour vos vœux, pour vos mots toujours pertinents. Merci aussi pour votre travail tout au long de l'année écoulée au sein de votre Conseil municipal. Et surtout, merci pour la transmission de votre recette jusqu'ici restée secrète. Nous en ferons bon usage.

Je souhaite que nous remercions également par nos plus vifs applaudissements nos jeunes musiciens du groupe DÉMOS qui sont dans leur troisième année d'apprentissage à la Philharmonie de Paris ainsi que l'Union musicale de Ris-Orangis, dirigée par Alejandro HINCAPIÉ, pour l'animation en introduction à cette cérémonie. Félicitations à eux.

Je précise que mon propos sera traduit en langue des signes. Merci à vous Madame d'être parmi nous, à mes côtés, pour cette transcription.

Madame la Députée,
Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Maires,
Mesdames et Messieurs les élu.es,
Rissoises, Rissois,
Chers amis,

Nous sommes en 2019. Une nouvelle année commence.

Alors, je profite à mon tour de cette estrade pour souhaiter à chacun d'entre vous, à vous tous, mes vœux, ceux du Conseil municipal rassemblé. Vœux de santé, de joie et de bonheur partagé.

Je le disais à l'instant, nous sommes dans une configuration politique singulière en ce mois de janvier.

Depuis plusieurs semaines, dès avant les traditionnelles fêtes de Noël, notre pays est la scène de mouvements sociaux de grande ampleur.

Encore ce samedi, de fortes mobilisations sont constatées. Les « Gilets jaunes » constituent la plus forte révolte populaire que la France ait connue depuis les grèves de décembre 1995 ; il y a 24 ans.

Elle ne saurait être analysée de façon simple et expéditive.

Elle mérite la plus grande attention car elle exprime une colère citoyenne dont les excès de violence absolument condamnables ne peuvent occulter les raisons profondes et légitimes.

La spirale infernale : violences / réactions sécuritaires, qui doit immédiatement cesser, ne peut pas nous détourner de l'essentiel.

Maintenant que ce soir, la plupart des ronds-points sont dégagés, les feux de palettes éteints et la grande majorité des « gilets jaunes » rentrés dans leurs foyers, les élites politiques, économiques et médiatiques soufflent un peu, sidérées par la fulgurance d'un mouvement qui a pris comme un feu de paille sur les réseaux sociaux, la dureté des manifestations et l'explosion des revendications.

Sidérées mais pourquoi ?

On pourrait aussi s'étonner que l'incendie n'ait pas pris plus tôt tant les signaux d'alarme s'accumulaient depuis des années sur le pouvoir d'achat et le ras-le-bol fiscal entre autres.

Nos gouvernants, conspués sur les barrages, ne peuvent pas dire « *Nous ne savions pas* ». Ils savaient et par de nombreux canaux.

Les Maires ont vu monter le mal-vivre au fil des ans. C'est dans nos mairies que s'expriment d'abord les ressentiments, les mécontentements, les appels à l'aide et la détresse parfois.

Point besoin de « *cahiers de doléances de circonstance* » sur invitation gouvernementale. Les portes de nos Hôtels de ville, de nos « maisons communes » sont en permanence ouvertes aux sollicitations de nos administrés. Les élus locaux sont en première ligne, au contact du réel.

Nos alertes, mainte fois diagnostiquées ces dernières années, ont trouvé très peu d'oreilles attentives et de débouchés politiques. Il ne faut plus s'étonner que beaucoup d'entre nous éprouvent lassitude et découragement dans l'exercice de leur mandat.

À cette tribune, dès avant les scrutins présidentiel et législatifs, en janvier 2017, je sensibilisais les candidats potentiels à des mandats nationaux aux colères encore « raisonnables » de nos concitoyens.

Les Maires, les syndicats ont eux aussi souvent dénoncé les rigueurs salariales et les conditions de travail, même si eux défendent souvent les « inclus », ceux qui ont déjà un emploi.

Autres lanceurs d'alerte, les associations caritatives ; Secours populaire, Secours catholique, Croix rouge, Fondation Abbé-Pierre, gestionnaires des boutiques alimentaires, ont elles, vu le profil et le nombre de leurs bénéficiaires évoluer depuis 30 ans. Aujourd'hui, elles apportent leur soutien à des étudiants, des femmes seules avec enfants, des retraités modestes, de petits indépendants ou des salariés

pauvres quand, à l'origine, leur action se polarisait sur les sans-abris et les familles du quart-monde.

Et si nos élites ne voulaient entendre ni leurs relais de terrain, ni les corps intermédiaires, elles disposaient des travaux d'excellents économistes, sociologues, historiens, géographes et démographes ;

Robert CASTEL, Christophe GUILLUY, François DUBLET, Laurent DAVEZIE, Louis CHAUVEL, Laurent BOUVET, Hervé LE BRAS, Thomas PIKETTY sans oublier Pierre BOURDIEU.

Leurs enquêtes universitaires approfondies donnent depuis 20 ans la radiographie d'une République qui a tourné le dos à ses idéaux, d'un corps social polytraumatisé et dominé par la peur de l'avenir : fragilisation du salariat et recul de l'État providence, illusion perdue de l'égalité des chances et de l'ascenseur social, réduction des services publics et creusement des inégalités territoriales.

De la même façon, nos dirigeants, insensibles aux sciences sociales sont frappés de cécité malgré l'édition de remarquables œuvres littéraires qui pourtant devraient les éclairer sur les fractures de notre société.

À la lecture *Des lisières* d'Olivier ADAM, *En finir avec Eddy Bellegueule* ou *Qui a tué mon père* d'Edouard LOUIS, ou encore *Leurs enfants après eux* – le dernier prix Goncourt écrit par Nicolas MATHIEU, on comprend le risque collectif que nous prenons à laisser les inégalités s'aggraver de la sorte.

La mondialisation mal maîtrisée ouvre les vannes à tous les populismes. Le vote du BREXIT en Angleterre en juin 2016, l'élection de Donald TRUMP aux États-Unis, les dérives autoritaires en Europe de l'Est, la coalition Ligue-Mouvement 5 étoiles en Italie.

En France, la montée des extrêmes ainsi que leur radicalité stérile et mortifère devrait faire sortir nos gouvernants de leur somnambulisme politique.

Car enfin, voilà près d'un demi-siècle, que les classes dominantes cherchent à adapter la société française aux normes de l'économie mondialisée et globalisée. Ce rêve est enfin réalisé. Et avec succès !

La création de richesses est au rendez-vous. Notre Produit intérieur brut n'a cessé d'augmenter, les grandes entreprises du CAC 40 dégagent des bénéfices record, le nombre de millionnaires est croissant et notre pays se classe désormais au 7^{ème} rang de la richesse moyenne par ménage.

Bien des indicateurs prouvent que la mondialisation est une bénédiction.

Miroir symbole des dynamiques économiques et sociales, les métropoles viennent d'ailleurs conforter ce diagnostic. Vitrites de la « *mondialisation heureuse* », ces

dernières illustrent à merveille cette société ouverte, déterritorialisée, où la mobilité des hommes et des marchandises est source de créations d'emplois et de progrès social.

Ces territoires produisent désormais l'essentiel des richesses françaises (plus de 2/3). Le modèle « *libéral – mondialisé* » y est à son apogée. On y retrouve les secteurs économiques les plus en pointe, les filières innovantes et les populations les plus compatibles avec les exigences de ce modèle par nature inégalitaire.

Le marché de l'emploi y est très sélectif. Il ne s'adresse plus à tout le monde mais surtout aux plus qualifiés.

Peu à peu, les classes moyennes et les classes populaires ont été marginalisées de ce système *à priori* vertueux.

L'inflation foncière et immobilière dans le centre des métropoles a fini par ajouter à l'écart social grandissant l'éloignement physique, spatial et résidentiel.

Jusqu'au début des années 2000, on pouvait penser que tout allait bien, car le fossé croissant entre les différentes catégories de populations était atténué grâce aux mécanismes nationaux de redistribution. Mais la crise des finances publiques de l'État a provoqué un vrai raboutage de ces compensations redistributives et a engendré des disparités de plus en plus injustes entre les personnes et les territoires.

Depuis les années 2000 donc, tout a changé. Désindustrialisations, délocalisations, plans sociaux, refus du Traité constitutionnel européen, abstention record, vote aux extrêmes, « bonnets rouges » et aujourd'hui « gilets jaunes ». Des nouvelles radicalités émergent sur des territoires situés à l'écart des métropoles mondialisées.

On a oublié que la recomposition économiques des grandes villes a entraîné une recomposition sociale des territoires.

Cette « *France périphérique* » souvent invisible et oubliée est celle où vit désormais une majorité de la population. C'est sur ces territoires, par le bas, qu'une « *contre-société* » se structure en rompant peu à peu avec les représentations politiques et culturelles de la France d'hier.

Sans forcer le trait, une nouvelle géographie sociale se dessine dans notre hexagone. Elle révèle deux France ; une « *France des périphéries* » – fragile et populaire, une « *France des métropoles* » – intégrée à l'économie mondiale.

Mon propos n'est évidemment pas d'opposer les métropoles aux autres territoires, débat qui serait indigent et inutile.

Le fait métropolitain, moteur essentiel de création de valeurs, ne peut aucunement être nié mais il s'agit de définir les voies et moyens qui nous permettront de reconnecter la « *société des décideurs* » émergeant aux joies de l'urbanité, hyper mobiles, surdiplômés, drapés dans une posture de pédagogie verticale et une « *contre-société* » des fins de mois difficiles, fonctionnant en réseaux grâce au numérique, bien plus informée et qualifiée que ne le pensent les élites.

Dessiner l'architecture politique qui réconciliera ces deux univers dissociés est une urgente nécessité.

Pendant les grèves ouvrières de mai et juin 1936, on constatait la même surprise des classes supérieures devant les conditions d'existence des travailleurs et devant leur exigence de dignité.

« Tous ceux qui sont étrangers à cette vie d'asservissement, expliquait à l'époque la philosophe militante Simone-WEIL, sont incapables de comprendre ce qui a été décisif dans cette affaire. Dans ce mouvement, il s'agit de bien autre chose que telle ou telle revendication si importante soit-elle. Il s'agit après avoir toujours plié, toujours subi, tout encaissé en silence pendant des mois et des années, d'oser se redresser, se tenir debout, prendre la parole ».

L'analogie entre la mobilisation des « gilets jaunes » et les manifestations de 36 qui ont accouché de la semaine des 40 heures, de la hausse des salaires et des congés payés grâce au Gouvernement de Léon-BLUM n'est pas excessive.

Aujourd'hui, il faudrait, ou il aurait fallu, évaluer systématiquement l'incidence d'une mesure législative, fiscale ou règlementaire sous l'angle de l'égalité, de la justice et du respect de l'environnement.

À l'évidence, la pluie des dernières mesures gouvernementales qui ont mis le feu aux poudres ; prix du carburant, limitation à 80km/h, contrôle technique renforcé pour les voitures et les chaudières au fuel, est beaucoup trop concentrée sur les populations des périphéries rurales, périurbaines et des zones urbaines denses des banlieues.

« La planète est en danger, vous êtes ceux qui menacent la planète, vous devez payer ». Ce syllogisme imbécile aura fait énormément de dégâts.

Réduire la consommation de carburant reste une excellente idée. Mais la qualité des idées réside moins dans sa nature que dans les moyens qu'on a de les mettre en œuvre.

Il faut trouver des solutions positives permettant de développer des mobilités moins agressives avec l'environnement.

L'écologie ne doit pas être punitive. L'impératif environnemental doit toujours se conjuguer avec l'intérêt social pour être accepté par tous. La justice sociale est la clef de la transition énergétique.

Vous me direz ; *« Et nous dans tout cela, où nous situons-nous ? ».*

Ris-Orangis, son agglomération Grand Paris Sud Seine-Essonnes-Sénart et les 23 communes qui la composent se trouvent dans la grande couronne parisienne. C'est un territoire qui s'est constitué ces 50 dernières années autour notamment de deux villes nouvelles ; Évry et Sénart.

Dans les années 60'-70', jusqu'aux années 80', à l'époque des 30 glorieuses, l'État de DE GAULLE et de POMPIDOU, l'État jacobin, omniprésent, omnipotent, était en capacité de créer des villes *ex nihilo* à un rythme soutenu pour dynamiser la région capitale.

À cette époque, il avait encore le pouvoir d'implanter des grandes entreprises pour structurer un tissu économique local ; chez nous la SNECMA, IBM, Ariane Espace. Il avait encore les capacités budgétaires de financer des infrastructures lourdes en particulier les routes (A6, francilienne) et les réseaux de transports en commun, notre fameux « Réseau express régional » (RER), reliant ces nouvelles banlieues en pleine expansion aux pôles majeurs de compétitivité de l'hyper-centre ; Paris et sa première couronne.

Mais avec la crise des finances publiques, ce temps de l'État puissant aménageur est révolu.

Ici, depuis la création de l'université Évry – Val de Seine et du Genopole adossé à l'Association française contre les myopathies et le Téléthon au milieu des années 90', aucune dynamique nouvelle significative n'a été enclenchée.

Notre faculté et notre Bio-cluster sont néanmoins nos principaux atouts si nous savons révéler leurs potentialités dans le cadre de notre projet intercommunal.

De plus, plusieurs des grands comptes qui avaient consolidé notre bassin d'emploi et son attractivité se sont installés ailleurs. Nous avons tous en mémoire les plus récents départs de Carrefour, de Crédit agricole consumer finance et du CNES, ex-fleurons de notre ville centre.

Bien plus, notre territoire de seconde couronne n'est pas dans les radars des grands dossiers métropolitains décidés et encore financés par l'État.

On pense aux Jeux olympiques et paralympiques de 2024, projetés pour l'instant sur Paris *intra muros* et le département limitrophe de la Seine-Saint-Denis.

On pense surtout au « Grand Paris Express », nouveau réseau de transports publics avec ses 68 gares, toutes en première couronne. Projet à plus de 38 milliards en cours de réalisation qui absorbe toutes les énergies, tous les savoir-faire, toute l'ingénierie, et surtout tous les crédits de l'État encore disponibles.

Si nous n'y prenons pas garde, le Grand Paris se transformera en « gros Paris ».

C'est pour toutes ces raisons que les colères des « Gilets jaunes », expression de la France périphérique, a une si forte résonance dans notre agglomération de la seconde couronne parisienne.

Nous sommes aux lisières, aux franges, dans la première des périphéries de la région capitale.

Évitons notre mise au ban.

Nous ne pouvons rester en marge de la dynamique métropolitaine de la première région française et européenne. Nous devons donc plaider, avec force, pour une vision réellement inclusive de la grande couronne dans le Grand Paris. Il ne peut y avoir de Grand Paris sans la grande couronne.

Nous devons porter avec le plus grand volontarisme politique cette ambition de cohésion et d'attractivité territoriales et surtout obtenir de l'État, de nouveaux engagements fermes et concrets pour répondre à l'urgence des enjeux. L'État doit agir, aux côtés des collectivités locales, comme garant de l'unité nationale.

Alors oui ! Notre combat qui a rassemblé spontanément les habitants de la rive droite et de la rive gauche de la Seine pour l'amélioration du RER D doit se poursuivre et s'amplifier.

Le RER est la radiale principale qui doit garantir la liaison directe vers Paris. C'est sa promesse originelle qui est bafouée aujourd'hui avec ce terminus obligatoire à Juvisy pour les trains de la vallée.

Nous continuerons à nous battre pour ce droit à la mobilité. Les associations d'usagers et les usagers eux-mêmes savent qu'ils peuvent compter notamment sur la détermination des élu.es de Ris-Orangis, Soisy-sur-Seine et Étiolles sur ce dossier crucial.

Les transports du quotidien, vitaux pour la décongestion de nos routes franciliennes, méritent des investissements de la SNCF qui n'ont que trop tardé. Tout nouveau retard serait irresponsable.

Il suffit de se poster un matin sur le pont de Ris-Orangis au dessus de l'Autoroute A6 dès 6h30 ou sur les quais de nos gares RER aux heures de pointe, pour mesurer « *cette vie d'asservissement* » dont souffrent chaque jour les femmes et les hommes qui se rendent à leur travail et dont parlait déjà Simone-WEIL il y a 80 ans.

Alors on comprend mieux le sentiment de déclassement et d'abandon.

J'entends déjà les partisans d'un « *optimisme béat* » qui vont nous reprocher un scepticisme démobilisateur. Erreur ! CASSANDRE, dans la mythologie grecque, que l'on moque à tort pour son pessimisme, exprimait toujours la vérité sans être jamais crue.

L'action publique requiert un juste diagnostic. Un manque de lucidité risque au contraire de rendre inefficace toute décision politique.

Je crois qu'il faut toujours bien qualifier les faits pour bien agir.

C'est la responsabilité de tous les acteurs publics que d'être clairvoyant.

Aussi, dans ce contexte national et régional, assurément perfectible, à notre échelle, tentons-nous, instruits des attentes des Rissoises et des Rissois, avec opiniâtreté et conviction de mettre en œuvre notre projet communal.

9 dossiers, on aurait pu en choisir bien d'autres, illustrent notre capacité à le rendre ce projet ambitieux tangible et appréciable par tous.

- ✓ D'abord, au moulin à vent, nous allons nous doter d'un véritable « cœur de ville ».

La rénovation complète de notre centre commercial vieillissant, en perte de vitalité, que nous programmons avec Essonne habitat, propriétaire de la vingtaine des actuelles boutiques, permettra une redynamisation et une nette amélioration de la qualité de notre galerie marchande imaginée dans les années 60', beaucoup trop enclavée.

L'augmentation des places de stationnement en sous-sol et en superstructure, et la modernisation de la ligne de bus 402 en TZen 4 avec une station à l'entrée du nouveau quartier faciliteront son accessibilité.

Les services publics ne sont pas oubliés. L'implantation d'une nouvelle médiathèque et d'un nouveau conservatoire sont prévues en lieu et place de l'actuel centre commercial. Notre Mairie annexe et ses différents guichets confirmeront leur présence et leurs missions d'intérêt général.

Nous pourrons aussi profiter d'espaces verts totalement requalifiés. Un parc de près d'un hectare et demi contribuera à l'embellissement de notre cadre de vie en remplacement du square Allende trop minéral et somme toute, peu fréquenté.

Compte-tenu de la concentration des commodités dans cette nouvelle centralité, nous réaliserons une petite résidence dédiée à nos séniors, à proximité ou juste au dessus du pôle commercial et des équipements publics.

- ✓ Pour nos aînés les plus vulnérables, les investissements réalisés sur la maison de retraites *Le Manoir* rue Gambetta sont une autre excellente nouvelle.

Après la rénovation intégrale du *Château Dranem*, c'est notre seconde résidence gérontologique qui fait peau neuve.

Le quasi doublement de la capacité d'accueil de cet établissement spécialisé pour le 4^{ème} âge permettra à l'équipe de professionnels renouvelée de satisfaire des besoins d'assistance qui ne cessent d'augmenter.

Accompagner nos anciens et leurs familles pour faire face aux enjeux du vieillissement est une priorité communale. Notre partenariat avec *Le Manoir* et *Dranem* est précieux. Nous le conforterons.

Il est à noter que la clôture ajourée sur le parc-jardin rue Edmond-Bonté participera à la nouvelle esthétique urbaine du bas de notre ville en plein renouveau.

- ✓ Toujours sur le bas, premier centre essonnien pour le traitement du cancer, référence à l'échelle régionale, notre clinique Pasteur est équipée de matériels ultra-modernes pour la chimio et la radiothérapie.

Avec la construction d'un 4^{ème} et 5^{ème} bunker, l'achat de deux nouveaux scanners reposants sur les technologies les plus innovantes, l'accroissement du nombre de lits et le renforcement des équipes médicales et administratives, notre établissement spécialisé rue du clos, offre les meilleures conditions de traitement de tous les cancers ; cette terrible maladie qui touche beaucoup de famille.

Il y a deux mois, ce pôle médical de tout premier plan qui continue son développement et sa modernisation, a renforcé la qualité de son accueil par l'installation d'un hôtel 3 étoiles, dans la friche de l'ancienne clinique, ouvert à tous, notamment aux patients et à leurs parents.

Là encore, un partenariat fécond de longue date entre notre municipalité et les groupes privés *Domusvi*, *Almaviva* et *Journal* permet de répondre à un besoin sanitaire majeur.

- ✓ Propice au maintien en bonne santé, l'accès pour tous à la pratique sportive est un axe prioritaire de l'action municipale que nous menons depuis plus de 73 ans avec notre Union sportive.

Nous devons mettre à disposition des nombreux pratiquants et de leurs encadrants, des équipements de bon niveau.

C'est pourquoi nous poursuivrons encore cette année la rénovation complète de notre complexe multisports Émile-Gagneux.

Il sera totalement réhabilité avec ses trois terrains synthétiques, ses vestiaires, ses club-houses, ses tribunes, son boulodrome, ses courts de tennis, son dojo et sa piste d'athlétisme.

Nos 4'200 adhérents des sections sportives, dont plus de 2/3 sont mineurs, apprécieront. Le sport est un efficace vecteur d'éducation pour nos jeunes.

- ✓ L'éveil et l'épanouissement de nos enfants doivent commencer dès le plus jeune âge.

Après la reprise complète de « *la Farandole* » rue du Docteur Crespin et la création de 36 berceaux supplémentaire dans la crèche « *Menthe et grenadine* » rue de Fromont, nous livrerons à l'automne prochain, un nouveau « Relais assistantes maternelles » à proximité de l'école du Moulin à vent.

Le chantier est visible, il a commencé le 15 décembre. Lieu d'informations et d'échanges au service de nos 250 nourrices indépendantes, ce nouvel équipement

sera aussi un magnifique lieu d'accueil de nos moins de trois ans et de leurs parents, où des professionnels de la petite enfance proposeront une aide éducative et psychologique aux familles qui en ressentent le besoin.

Ce n'est pas toujours simple d'être père ou d'être mère. Et même si avoir un enfant procure un immense bonheur, le recours à un soutien ponctuel pour assumer avec sérénité cette responsabilité peut parfois s'avérer nécessaire. Au sein du RAM Simone-VEIL, nous lui donnerons ce nom en mémoire de cette grande dame, les mamans et les papas qui le souhaitent pourront toujours trouver une équipe attentive pour les épauler.

- ✓ L'éducation de nos enfants, toujours l'éducation.

L'excellente nouvelle avait été annoncée par la Présidente de la Région Île-de-France, Valérie PECRESSE, en visite sur le site en mai 2016 : notre lycée professionnel Pierre-MENDÈS-FRANCE sera refait à neuf et une extension accueillera dès la rentrée 2022, un lycée d'enseignement général et un cycle d'enseignement supérieur.

Autrement dit, les collégiens d'Albert-CAMUS et de Jean-LURÇAT qui étudient aujourd'hui en 6^{ème} auront le choix entre les filières générales et les filières techniques pour leur entrée en 2nd dans ce nouvel établissement dernière génération à proximité de leur domicile.

Il s'agit d'un important investissement que nous revendiquons depuis plusieurs années. Il est mis en œuvre par les services de la Région et de notre Ville au bon rythme pour respecter les échéances programmées.

Les enfants de Ris-Orangis et des villes voisines ont le droit à des conditions d'étude dignes et à un enseignement de qualité tout au long de leur parcours scolaire. Nous continuerons, aux côtés des parents d'élèves, des professeurs, des principaux et des proviseurs, à lutter contre toutes les formes de déterminisme pour que chacun accède à l'autonomie et trouve son chemin personnel et professionnel dans la vie.

- ✓ Non loin du futur lycée, notre commune compte plusieurs dizaines d'hectares de terrains non urbanisés mais qui n'ont jamais fait l'objet d'une véritable valorisation.

Se sont des terrains vagues où l'on constate trop souvent des occupations non appropriées et illégales.

Ces fonciers en friche sont dans notre Plan local d'urbanisme, parce que nous l'avons décidé, protégés par une réglementation stricte qui empêche toute construction nouvelle. Il s'agit souvent de terrains publics, propriété de l'État ou de ses démembrements.

Notre volonté politique, qui n'est jamais simple à faire partager, parce qu'elle vient heurter d'autres intérêts et d'autres logiques, est de convertir ces espaces sans

usage, ces vides, pour y développer des activités durables à forte valeur ajoutée écologique et environnementale.

On pense évidemment aux 7 hectares de nos jardins familiaux – chemin de Montlhéry sur notre Plateau avec ses 250 parcelles confiées à autant de familles rissoises qui vivent dans un immeuble. Si vous ne connaissez pas encore cet endroit singulier, allez le visiter. Les jardiniers seront ravis de vous y accueillir.

On pense aussi à notre « espace naturel sensible » de 7 hectares – le lac des Alcools, au cœur de notre éco-quartier proche des quartiers Mairie et gare. Ce lieu totalement oublié pendant 3 décennies est aujourd'hui un écrin de verdure paysager avec son joli plan d'eau dont les Rissois peuvent jouir pleinement.

C'est dans le même esprit que nous avons imaginé et portons un projet d'agriculture urbaine sur les 13 hectares des terrains de l'Aunette, le long du ru de l'Écoute-s'il-pleut et de la départementale 153 route de Mennecy.

Ces terres à l'abandon depuis longtemps vont être dédiées à du maraichage bio dont les récoltes seront destinées en priorité à notre consommation locale.

Au moment où, en Île-de-France, contre toutes les évidences, d'aucuns urbanisent des terres agricoles, nous faisons le choix ici, de réintégrer des champs cultivés qui alimenteront des circuits ultra-courts au profit des habitants de notre commune et de son agglomération.

De la même façon, nous préparons avec un grand cabinet de paysagistes, l'aménagement de la mare à Pilatre (6 hectares) et du pré aux vaches (8 hectares) aux portes de la Marie blanche et de la Ferme du temple avec la même sensibilité.

À terme, ce sont plus de 150 hectares, dont les 60 arpents et notre poney club le long de la coulée verte, 150 hectares sur notre commune qui seront protégés et valorisés offrant des espaces de respiration très généreux pour des usages en harmonie avec la nature et la biodiversité. Soit près de 20% de nos terres cadastrées qui auront une véritable « valeur d'usage ».

Ainsi nous réaffirmons notre volonté politique de mettre en œuvre un modèle de développement qualitatif, respectueux de l'environnement, à hauteur d'Hommes, pour une meilleure qualité de vie.

Étape par étape, nous poursuivons notre stratégie pour que Ris-Orangis devienne une véritable Ecopolis.

- ✓ En cohérence avec cette doctrine, la requalification de nos rives de Seine est d'ores et déjà engagée.

Ce projet précurseur permettra aux Rissois de se réapproprier pleinement cet élément naturel qui ne peut plus être perçu comme un danger mais au contraire comme un atout, un patrimoine commun, qui doit être mieux révélé.

Depuis plus d'un siècle, notre ville, comme beaucoup d'autres, a tourné le dos au fleuve par crainte de la montée des eaux et des fortes crues. Seules des activités industrielles ou industrieuses y étaient développées.

Alors que notre capacité à domestiquer les risques d'inondations est chaque jour renforcé (à Ris-Orangis nous l'avons démontré lors des deux fortes crues de 2016 et 2017 avec l'évitement de problèmes majeurs), nous pouvons maintenant imaginer et dessiner nos « berges idéales ».

Cette magnifique trame verte et bleue doit vivre comme un espace de convivialité, de rencontre, de partage, de culture, de loisir, de pratique sportive, de promenade, de ballade bucolique et aussi comme un lieu où une nouvelle économie fluviale peut émerger.

Après la résorption des friches industrielles et militaires des Docks et de l'ancien CAES, nous entamons donc la reconquête des deux kilomètres de rives et de berges, chemin de halage, du pont de l'amitié qui nous relie à Draveil aux limites entre Ris-Orangis et Évry pour le bien-être de tous et le renforcement de notre attractivité communale et intercommunale.

- ✓ Celle-ci sera assurément renforcée par notre Tramway tant attendu.

Entre l'autoroute A6 et la zone d'activités du Bois de l'Épine, les travaux du Tram 12 Express avancent à grands pas. Chacun aura pu le remarquer.

Transport innovant fonctionnant à l'électricité, il offre une alternative propre à la voiture dont il limite l'usage et les rejets de gaz à effets de serre.

Attendue depuis plus de 60 ans, cette « *tangentielle sud* » permettra de relier en 38 minutes les deux principaux pôles de notre département - Massy et Évry, avec une station à Ris-Orangis.

Circulant toutes les 10 minutes en heure de pointe, il offrira des correspondances avec d'autres lignes régionales ; le RER C à Épinay-sur-Orge, le RER B et le TGV à Massy.

Meilleure déserte et réduction des temps de trajet, autant de bénéfices dont les Rissois pourront profiter dès 2021.

C'est au niveau de l'ancienne usine LU-Danone que sera implantée la future gare de Ris-Orangis. Elle est une première marque du renouveau économique engagé sur cette friche industrielle et sur l'ancien hippodrome.

- ✓ 2019 sera d'ailleurs l'occasion de vous présenter le projet que nous travaillons maintenant depuis plusieurs mois avec notre agglomération et Grand Paris Aménagement sur ces deux sites.

Sans dévoiler les contours précis, encore en discussion, avec nos opérateurs institutionnels et investisseurs, je vous confirme qu'il s'agit de promouvoir la filière de l'économie et de l'industrie du sport dans le cadre du cluster Grand Paris Sport, officialisé avec Tony ESTANGUET – Président du Comité d'organisation des Jeux Olympiques le 16 mai dernier.

Simultanément, nous envisageons la mise en place d'une plateforme dédiée aux nouvelles mobilités. Comment nous déplacerons-nous demain ? Quels véhicules propres du quotidien devons-nous concevoir (automobiles électriques, voitures autonomes, drones) ?

C'est un défi industriel, économique, environnemental et sociétal d'intérêt national et international que notre territoire veut relever pour répondre à l'urgence climatique et aux difficultés rencontrées par la congestion des métropoles que j'évoquais il y a quelques instants.

Tous ces projets en cours d'élaboration ou de réalisation font l'objet dans notre commune d'une validation démocratique permanente.

Nous pratiquons la démocratie participative bien au-delà des exigences réglementaires et de la loi.

Les associations, les syndicats, les partenaires privés, les Comités de quartier, les collectifs d'usagers et chaque citoyen sont informés et de manière systématique, consultés, concertés pour consolider notre projet territorial. Il ne faut jamais craindre de solliciter les corps intermédiaires et notre intelligence collective.

C'est notre méthode depuis toujours.

C'est une seconde nature et une de nos permanences ; Ris-Orangis est une ville citoyenne en perpétuel mouvement pour définir et concrétiser le bien commun.

Connaissez-vous BRUTUS ?

BRUTUS est un homme que l'on a pris pendant de longues années pour un imbécile et qui fonda la République la plus puissante de l'Histoire.

BRUTUS JANIUS LUCIUS grandit sous le règne de TARQUIN le superbe, dernier Roi de Rome.

Conscient que le simulacre de la bêtise et l'apparence de l'inutilité sont en tyrannie les seules garanties d'une vie paisible, il joua au simple d'esprit pour ne pas attirer les regards et les convoitises des puissants du palais.

Mais le jour où LUCRÈCE fut violée par le tyran TARQUIN puis se suicida alors qu'elle était la femme la plus vertueuse du royaume, l'imbécile supposé cessa subitement de jouer la comédie et transforma son existence en destin universel.

Dans *L'histoire romaine* TITE-LIVE nous explique la mue miraculeuse de BRUTUS en dirigeant politique. Il écrit : « tandis qu'il s'abandonne tous à la douleur, BRUTUS retire de la blessure le fer dégoulinant de sang et, le tenant levé, proclame – *Je jure, dit-il, et vous prenez à témoin ô Dieux ! Par ce sang si pur avant l'outrage qu'il a reçu de l'odieux TARQUIN, je jure de poursuivre par le fer et par le feu, par tous les moyens qui sont en mon pouvoir, ce Roi cruel et de ne plus souffrir aucun Roi à Rome, ni lui, ni aucun autre* ».

L'homme BRUTUS était un insensé mais le citoyen BRUTUS souleva un peuple, fomenta une révolution, prit la tête d'une armée et vainquit les troupes de TARQUIN.

On peut tirer une leçon fondamentale de cette histoire qui nous est racontée par TITE-LIVE.

Il n'y a pas de continuité harmonieuse entre l'homme privé et le citoyen.

Au contraire, le passage de l'un à l'autre suppose une rupture nette, « *un changement prodigieux* », violent à l'image de celui provoqué en BRUTUS par le viol et le suicide de LUCRÈCE.

L'homme privé, en devenant citoyen bascule dans une autre sphère, dans laquelle il appartient à la chose commune avant de s'appartenir à lui-même. La citoyenneté est d'abord un don de soi, un sacrifice. Voilà ce que beaucoup ont totalement oublié aujourd'hui.

Peut-être le savez-vous déjà, mais BRUTUS c'est le nom de notre commune. Un livre référence, édité par notre Groupe d'histoire locale le rappelle à notre mémoire.

Parce que Ris et Orangis étaient à l'avant garde de la Révolution française, les leaders de la Convention avaient baptisé ainsi, en 1790, nos deux villages.

Le dépassement de ses intérêts individuels, l'implication, l'engagement, le sens civique, l'intérêt pour l'action et la chose publiques sont, depuis, entretenus et encouragés de façon ininterrompue par nos municipalités successives. C'est notre héritage. Nous sommes tous BRUTUS animés d'une conscience citoyenne et politique.

Continuons à nous inscrire dans cette filiation qui permet à notre ville de construire un destin commun. De faire commune.

C'est le vœu que je vous propose de formuler ensemble pour 2019 et pour les années à venir.

Encore une fois, très belle et très heureuse année pleine de joie et de bonheur partagé.